



**FELCO**  
Federacion dels Ensenhaires  
de Lenga e Cultura d'òc

Aquitàine, Auvergne, Ile de France, Languedoc, Limousin, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes

Butletin n° 165  
22/10/2006

Bonjorn a tot(a)s.

Aquò es la presentacion novèla del *Butletin de la FELCO*.

Lo poiretz tornar trobar sus la tela sul [siti](#) del CREO de Miègjorn-Pirenèus dins las paginas [FELCO](#).

La FELCO a reçú une information sur une pétition nationale « Ecole : Non au renoncement » <http://www.ecole-resister.net> dont vous trouverez ci-dessous le texte intégral.

Les premiers signataires en sont essentiellement des chercheurs en sciences de l'éducation (voir ci-dessous).

Chantal **Amade-Escot**, Université Paul Sabatier Toulouse ; Jean-Pierre **Astolfi**, Université de Rouen ; Anne **Barrère**, Université Lille III ; Élisabeth **Bautier**, Université Paris VIII ; Stéphane **Bonnéry**, Université Paris VIII ; Marc **Bru**, Université Toulouse-le-Mirail ; Yves **Chevallard**, IUFM d'Aix-Marseille ; François **Dubet**, Université Bordeaux II ; Marie **Duru-Bellat**, Université de Bourgogne ; Sylvia **Faure**, Université Lyon II ; Jacques **Fijalkow**, Université Toulouse-le-Mirail ; Dominique **Glasman**, Université de Savoie ; Roland **Goigoux**, IUFM d'Auvergne ; Jean **Houssaye**, Université de Rouen ; Samuel **Johsua**, Université de Provence ; Bernard **Lahire**, ENS Lyon ; Alain **Legardez**, IUFM d'Aix-Marseille ; Claude **Lelièvre**, Université Paris V ; Gérard **Mauger**, CSU-CNRS ; Philippe **Meirieu**, Université Lyon II ; Mathias **Millet**, IUFM de Poitiers ; Jacques **Pain**, Université Paris X ; Patrick **Rayou**, IUFM de Créteil ; Jean-Yves **Rochex**, Université Paris VIII ; Françoise **Ropé**, Université d'Amiens ; Gérard **Sensevy**, IUFM de Bretagne ; Daniel **Thin**, Université Lyon II

Puis la pétition a été relayée par les principaux syndicats de l'Education Nationale.

Après débat au sein du bureau de la FELCO, nous avons décidé d'informer tous nos adhérents et amis de cette pétition. Pour ceux qui souhaitent la signer, il nous semble important de préciser leur statut d'enseignant d'occitan. La signature est sécurisée. Pour éviter les détournements, vous recevrez un courriel vous demandant de confirmer. N'hésitez pas, là aussi, à rappeler que le CAPES d'occitan fait les frais, depuis 3 ans, de ces politiques de restrictions budgétaires. On commence à toucher à ce qui est « inutile » (langues régionales, EPS, musique, philo), et tout le reste suit. Notre lutte pour la diversité linguistique dans l'Ecole de la République se place aussi dans un cadre d'exigence de qualité et de citoyenneté pour l'école.

Le courrier de Philippe Martel, président de la FELCO,

- *La FELCO es una associacion professionala : vòl dire que son champ d'intervencion legitim es los problèmas de l'escòla. A doncas pas de prene pausicion sus los problèmas politics globaus (a pas pres pausicion suu referendum dau 29, prendrè pas pausicion sus las presidencialas)*

- *Es una associacion d'ensenhaires d'occitan : los dos mots an chascun lor importància. Fasèm d'occitan, e es nòstra tòca primera de trabalhar au desvolopament de son ensenhament. Mas siam tanben ensenhaires, e a aqueu titol siam concernits per l'anament generau de l'escòla, e la definicion de çò que deu estre sa plaça dins la societat. Siam pas la societat dels agrejats que son sol projecte es de protegir los agrejats e de revendicar per qu'agan de fautuelhs en cuer reservats dins las salas dels pròfs.*

*Ieu ai totjorn dich e escrich que l'ensenhament de l'occitan èra pas desseparable d'un projecte globau per l'escòla; e dins mon esperit volia dire un projecte d'escòla dau progrès sociau, lo contrari de l'escòla-MEDEF dels que nos govèrnan. Ai tanben totjorn dich e escrich que nos chalia trobar d'alliganças en fòra de nòstre ceucle. Trobar d'aligats que prenguen en consideracion nòstres problèmas implica que sieiem capables nautres de prene en cnsideracion los lors problèmas. Senon, nos mandarèn petar.*

*Dins lo cas que nos oocupa, sabo pas qu'a agut l'niciativa d'aquela peticion; mas se los grands sendicats d'ensenhaires (e preciso: los, pas un contra totes los autres) la sostenon me pareis que los entre*

*nautres que sn tanben sindicats se poirèn sentir concernats, e a aqueu moment pòt pas far de mau de far saber que los occitanistas enshaires son tanben atentius a çò que concerna los enshaires non occitanistas<sup>[1]</sup>.*

*Felip Martel*

[1] - La FELCO est une association professionnelle : cela veut dire que son champ d'intervention légitime est les problèmes de l'école. Elle n'a pas à prendre position sur les problèmes politiques globaux (Elle n'a pas pris position sur le referendum du 29, elle ne prendra pas position sur les présidentielles).

- C'est une association d'enseignants d'occitan : les deux mots ont chacun leur importance. Nous faisons de l'occitan, et c'est notre but premier de travailler au développement de son enseignement. Mais nous sommes aussi des enseignants, et à ce titre nous sommes concernés par le fonctionnement global de l'école, et la définition de ce que doit être sa place dans la société. Nous ne sommes pas la société des agrégés dont le principal projet est de protéger les agrégés et de revendiquer qu'ils aient des fauteuils en cuir réservés dans la salle des profs.

Moi j'ai toujours dit et écrit que l'enseignement de l'occitan n'était pas séparable d'un projet de société global pour l'école, et dans mon esprit cela voulait dire un projet d'école du progrès social, le contraire de l'école-MEDEF de ceux qui nous gouvernent. J'ai toujours dit et écrit qu'il nous fallait trouver des alliances en dehors de notre cercle. Trouver des alliés qui prennent en considération nos problèmes implique que nous soyons capables nous de prendre en considération leurs problèmes. Sinon, ils nous enverront promener.

Dans le cas qui nous occupe, si les grands syndicats d'enseignants (et je précise, pas un contre tous les autres) la soutiennent, il me semble que ceux d'entre nous qui sont aussi syndiqués pourraient se sentir concernés et à ce moment, cela ne peut pas faire de mal de faire savoir que les occitanistes enseignants sont aussi attentifs à ce qui concerne les enseignants non occitanistes. Philippe Martel

Le texte de la pétition du samedi 7 janvier 2006 :



## **Ecole : non au renoncement**

La « crise des banlieues » qu'a connue notre pays durant le mois de novembre a été l'occasion, ou le prétexte, pour le gouvernement d'annoncer la fin de la scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans, avec la possibilité d'aller en apprentissage sous contrat de travail dès 14 ou 15 ans, ainsi qu'une nouvelle réforme des zones d'éducation prioritaires (ZEP) qui renie toute ambition de transformation progressiste véritable de notre système éducatif. Certes, il est plus que jamais nécessaire de débattre des difficultés, des modalités et des conditions de la démocratisation de notre système éducatif et de l'accès aux savoirs, ainsi que d'opérer un bilan critique des politiques menées depuis trente ans. Mais ce qui nous est proposé aujourd'hui n'a rien à voir avec cela et relève au contraire du renoncement historique à cette ambition.

Une part de l'opinion publique et du monde enseignant est sans doute favorable à la possibilité pour des adolescents, en difficulté au collège, de quitter celui-ci dès 14 ans pour aller en apprentissage. Mais s'est-on demandé quels jeunes seront concernés en priorité par une telle mesure ? Les fils de ministres, d'avocats, de médecins ou d'enseignants montreront-ils la voie en ce domaine ? Une telle mesure est bien plutôt un moyen de délester le service public d'éducation des questions que lui posent la difficulté et la relégation scolaires et sociales, tout en brandissant l'argument du réalisme et de la prise en considération de la situation difficile qui est effectivement celle de trop nombreux jeunes d'origine populaire aujourd'hui au collège.

Mais ce réalisme est un réalisme illusoire, et il y a pour le moins une énorme hypocrisie à présenter l'apprentissage précoce comme solution pour les jeunes des quartiers les plus paupérisés et les plus stigmatisés : comment peut-on croire ou laisser croire que ces jeunes, qui sont déjà les premières victimes de la discrimination à l'embauche ou pour trouver un stage lorsqu'ils sont élèves de l'enseignement professionnel, ne le seraient plus dès lors qu'ils auraient deux ans de moins ? C'est, en réalité, un réalisme du renoncement, au nom de l'adaptation à une situation urbaine, sociale, économique, culturelle et scolaire

engendrée par une politique libérale qui organise la concurrence systématique entre les individus, accroît les écarts et « externalise » les exclus.

Chacun sait que l'apprentissage à 14 ans, ce sera l'orientation encore plus précoce vers des classes où l'on parquera, en attendant, ceux qui sont les premières victimes du fonctionnement élitiste et socialement inégalitaire de notre système éducatif, ceux qu'il faudrait, non pas chercher à séduire par des promesses illusoires, mais au contraire réconcilier avec l'étude, le travail et la culture scolaires. Chacun sait que cette mesure est aux antipodes d'une véritable formation, générale et professionnelle, et qu'elle témoigne d'un mépris détestable pour les métiers dits « manuels » qu'elle réduit à de simples tâches d'exécution, ne nécessitant qu'une formation scolaire au rabais.

Chacun sait que le vrai courage politique ne consiste pas à « traiter » les problèmes par l'exclusion, mais à s'attaquer, le plus tôt possible, et donc dès les premières classes, à la genèse de l'échec et de la ségrégation scolaires. Non, l'issue n'est pas dans la politique du renoncement mais dans une politique qui rompe avec la gestion sociale de l'inégalité et de la ségrégation sociales et scolaires, qu'est devenue, au fil du temps, la politique « en faveur des plus démunis ». Non il n'est plus possible d'accepter que, dans ce domaine comme dans tant d'autres la protection sociale et l'emploi en particulier, les hommes politiques qui nous gouvernent s'évertuent à transformer les victimes en coupables, à envoyer en permanence aux vaincus du libéralisme des signaux leur disant : « C'est de votre faute ! Vous n'aviez qu'à être du côté des vainqueurs ! » Cette pensée qui bafoue l'idéal d'une république sociale est à l'inverse de ce qui permettrait à notre peuple de redresser la tête et de prendre sa place dans un monde solidaire. Faut-il rappeler, une nouvelle fois, qu'« une chaîne ne vaut que ce que vaut son maillon le plus faible » ?

Les mesures annoncées par le gouvernement concernant les ZEP participent ainsi, elles aussi, d'une détestable politique du renoncement. C'est tout d'abord l'annonce selon laquelle cette nouvelle « relance » des ZEP devra se faire à moyens constants, alors que tous les analystes de cette politique insistent sur la faiblesse des moyens qui lui ont été accordés. Annonce renforcée, quelques jours plus tard, au beau milieu des vacances scolaires, par celle d'une diminution de plus de 30 % des postes mis au concours en 2006. C'est ensuite la concentration quasi exclusive des mesures annoncées sur les collèges qui, d'une part, pourrait laisser croire qu'il n'y aurait pas de problème en amont, à l'école maternelle et élémentaire et, d'autre part, qu'il n'est pas nécessaire de s'attaquer aux processus de ségrégation sociale, urbaine et scolaire qui produisent la paupérisation et la précarisation croissantes d'une part de plus en plus grande de la population habitant ou fréquentant les quartiers et les établissements scolaires « de banlieue ». C'est encore la possibilité donnée aux meilleurs élèves de ZEP de s'inscrire dans l'établissement de leur choix qui affiche, en creux, le peu d'ambition que l'on a pour les établissements qui concentrent déjà aujourd'hui, et concentreront encore plus demain, les élèves les plus « défavorisés » et, en particulier, évidemment, les lycées de banlieue qui vont se trouver de plus en plus ghettoïsés, bloquant plus que jamais l'ascenseur social qu'on prétend faire redémarrer.

C'est enfin l'accent exclusif mis sur l'individualisation des mesures et sur la volonté, affirmée aussi bien par Gilles de Robien que par Nicolas Sarkozy, de ne plus donner la priorité aux « zones » mais aux élèves. A ce moment encore, derrière une question qui mérite débat (faut-il privilégier une approche en termes de territoires, ou en termes de rapports entre le système éducatif et certaines catégories de population ?), se dissimule bien mal une volonté de renoncement à la transformation nécessaire de l'Ecole et de lutte contre toutes les formes de « fracture sociale ». On voudrait nous laisser croire, en privilégiant une logique de traitement individuel, qu'il suffirait de mieux « adapter » les enfants de milieux populaires (à grands renforts de soutien, de rattrapage, de parrainage, voire de culpabilisation ou de pénalisation de leurs parents) à un système éducatif dont le fonctionnement élitiste pourrait demeurer inchangé. Mais les enfants des « banlieues », ceux des milieux populaires posent au contraire, à notre société comme à notre Ecole, le problème de leur nécessaire transformation ; ils nous obligent à mieux penser et à mettre en oeuvre les conditions, sociales, économiques et scolaires de la démocratisation de l'accès au savoir et à l'exercice de la pensée critique. Perspective à laquelle tourne obstinément le dos ce gouvernement autiste, enfermé dans une logique du renoncement qui lui fait brader toute ambition pour l'Ecole et qui le conduit à promettre une scolarité au rabais à ceux qui auraient au contraire besoin, non seulement de plus mais de mieux d'Ecole.

Quand cette politique s'accompagne d'une multitude d'autres renoncements plus ponctuels mais tout aussi significatifs : abandon, en terminale, des travaux personnels encadrés qui permettaient la formation au travail de groupe et à la recherche documentaire exigeants, imposition aux professeurs d'école de la méthode syllabique au détriment d'un apprentissage progressif et critique de la lecture tout au long de la scolarité, présence dans les établissements de forces de police pour faire régner l'ordre alors qu'on refuse à ces mêmes établissements les moyens en conseillers principaux d'éducation et en cadres éducatifs, enseignement des « bienfaits » de la colonisation, réduction de l'éducation civique à l'apprentissage de la Marseillaise, etc., **alors il n'est plus temps de s'inquiéter, il est urgent de chercher, par tous les moyens, à résister.**

*Lo secretariat de la FELCO,*  
*& los mètres-fialaires*  
© FELCO 2006